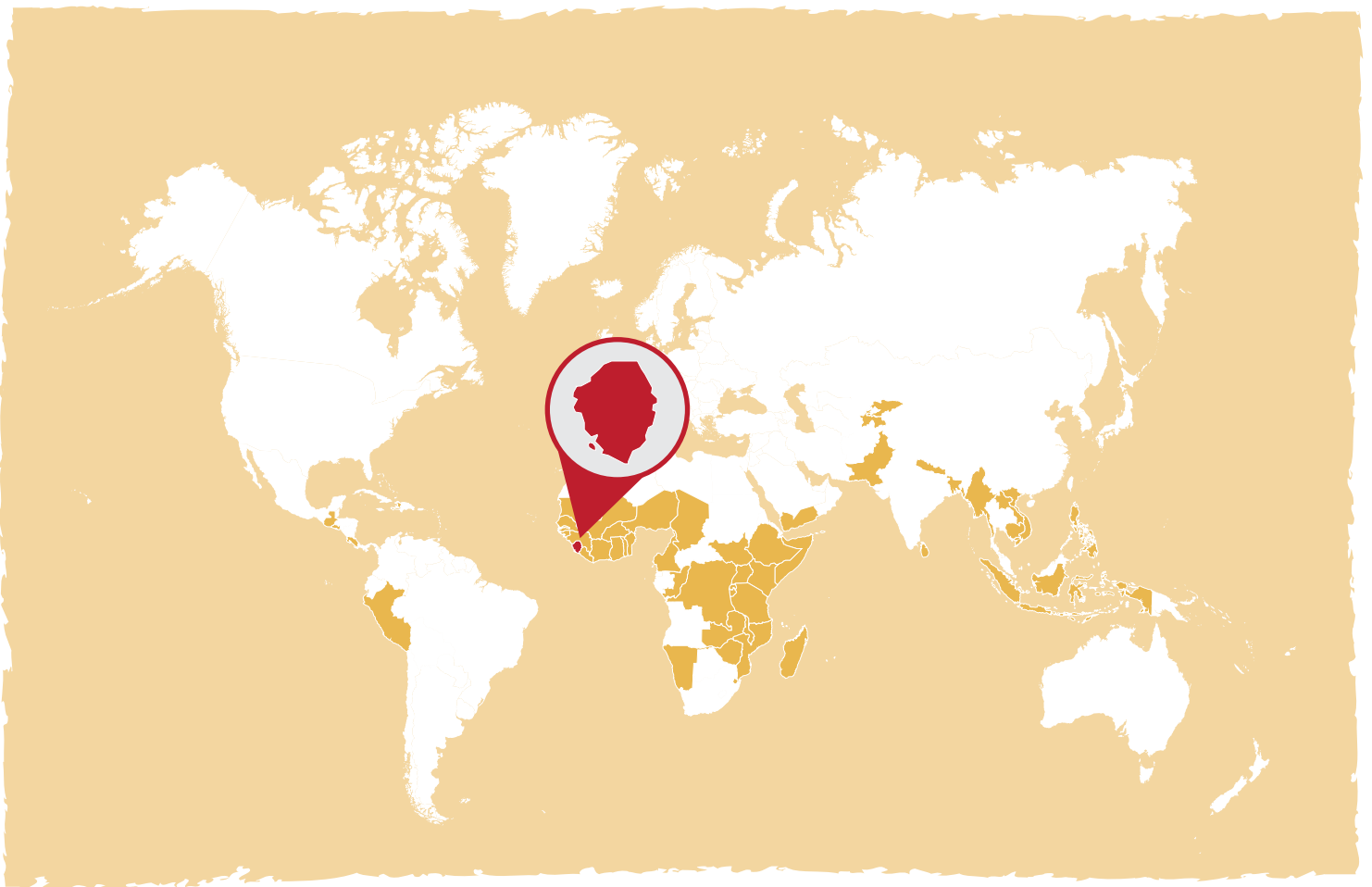


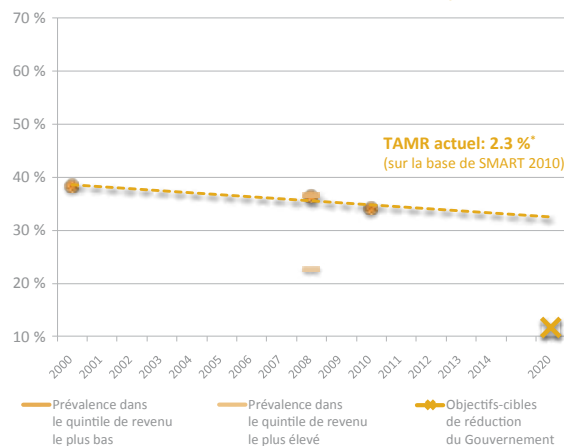
Sierra Leone



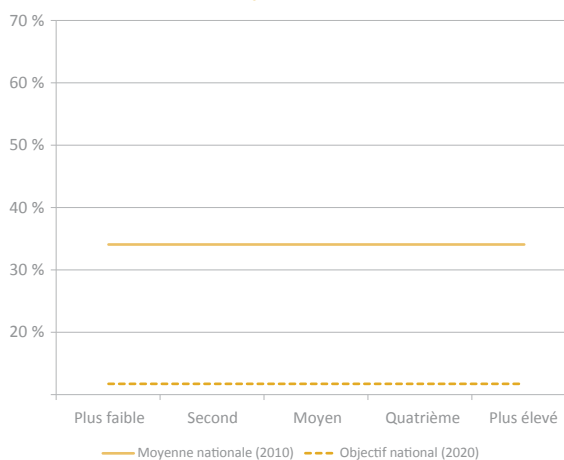
Date d'adhésion : janvier 2012

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	5,8
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	0,9
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	0,30
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,20
Taux de croissance de la population (2010)	2,33 %
Indicateurs (MICS 2010/SMART 2010) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	10,5 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	31,6 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	34,1 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	6,9 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	9,6 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	-
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	-
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	7,4 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	74,7 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	99,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	63,0 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	26,2 %
Taux d'emploi féminin	64,9 %
Âge médian au premier mariage	-
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	62,0 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	32,2 %
Taux de fécondité	5,2
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	39,66 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	7,81 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	2.081,0
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	34,87 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	1,3
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	40,5 %
Défécation en plein air	28,9 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	57,0 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	1,0 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	27,8 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	809,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-

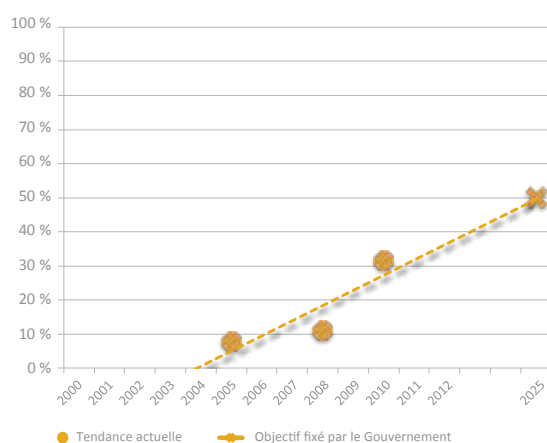
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



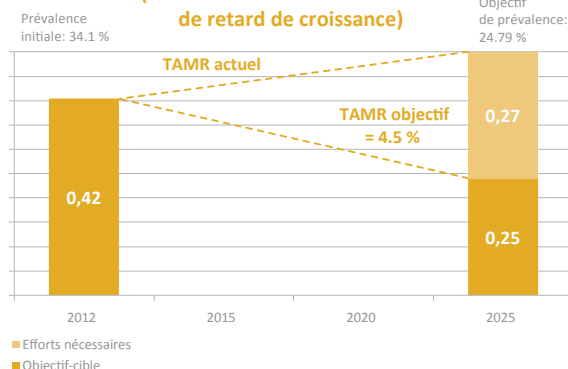
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Secrétariat du Mouvement SUN est rattaché au Bureau du vice-président et sert de secrétariat au comité directeur et au comité technique de SUN. La plateforme multi-acteurs se réunit régulièrement. Les donateurs, les agences des Nations Unies et les OSC participent également au Groupe des partenaires de développement pour la santé (présidé par le ministre de la Santé), au Groupe de travail présidentiel sur l'Agriculture (présidé par le Président) et au Groupe consultatif sur l'Agriculture (présidé par le ministre de l'Agriculture). Les partenaires de développement utilisent un Groupe de travail multisectoriel sur la nutrition co-présidé par Irish Aid et l'USAID, pour échanger avec le Gouvernement sur l'actualité en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les agences des Nations Unies et les OSC ont été absorbées dans le comité technique de SUN présidé et co-présidé respectivement par le ministère de la Santé et l'Assainissement, et le ministère de l'Agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire.

Les OSC participent à un certain nombre de plateformes existantes, notamment la plate-forme de coordination des ONG du ministère de l'Agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, présidée par ledit ministère avec la participation de la FAO ; le Forum des ONG du secteur de la santé : l'association des ONG sierra léonaises et les réunions techniques sur la sécurité alimentaire, présidées par la FAO. Elles sont aussi des membres actifs du Groupe de travail sur la nutrition. Le secteur privé est en voie de constituer sa propre plateforme à travers la Chambre de commerce et une alliance nationale multi-acteurs sur l'enrichissement des aliments.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le Plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est le cadre commun de résultats et a été validé par les ministères concernés et les partenaires de développement.

Son élaboration, suite à l'adoption de la Politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition, est la résultante des efforts concertés menés par le ministère de la Santé et de l'Assainissement et par le ministère de l'Agriculture ainsi que d'autres ministères compétents et d'autres parties prenantes.

En outre, la mise en œuvre de l'Initiative de soins de santé gratuits qui met l'accent sur un accès et des soins garantis aux femmes et aux enfants devrait contribuer à la baisse de la morbidité et de la mortalité infantile et maternelle. Le Gouvernement qui a défini des objectifs clairs pour la réduction du retard de croissance et l'émaciation, et l'intensification de la pratique de l'allaitement maternel exclusif d'ici 2020 est déterminé à intensifier les efforts pour soutenir les réseaux en matière de nutrition et de sécurité alimentaire et accroître le nombre de nutritionnistes qualifiés. Des programmes ont été alignés sur sept axes prioritaires avec la participation des ministères concernés, des collectivités locales et de nombreuses parties prenantes. Des points focaux ont été identifiés dans neuf ministères à l'appui du processus d'intégration de la mise en œuvre des interventions et des services pertinents au niveau désiré.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Sierra Leone a fait de la nutrition une priorité dans son Plan stratégique de réduction de la pauvreté, le « programme de prospérité ». Une politique d'alimentation et de nutrition existe déjà, ainsi que d'autres politiques spécifiques à la nutrition et des stratégies sur la malnutrition du nourrisson et du jeune enfant, la prise en charge de la malnutrition aiguë et la supplémentation en micronutriments. Les politiques et plans contribuant à la nutrition couvrent les secteurs clés comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement, ainsi que la santé publique. Le mécanisme de coordination de la MSP est entièrement intégré dans le plan de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les ministères techniques ont fait preuve de proactivité en intégrant la nutrition dans leurs plans stratégiques sectoriel / ministériels, bien que le système de suivi et de rapport fonctionne au niveau sectoriel. En outre, il existe deux comités parlementaires sur la nutrition axés sur la santé et l'agriculture et sur la sécurité alimentaire. Les plans nationaux de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été validés récemment.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Le budget de la mise en œuvre de la politique d'alimentation et de nutrition a été finalisé. Le budget sera utilisé pour comparer les estimations aux investissements dans le but d'identifier les écarts de financement. Pour respecter ses engagements, le Gouvernement a augmenté les allocations budgétaires pour la nutrition au ministère de la Santé et l'Assainissement et le ministère de l'Agriculture dans son budget 2014.

Le personnel du ministère de la Santé et de l'Assainissement (MOHS) et du ministère des Finances et du Développement économique (MFED) a été formé aux techniques de suivi et de financement des activités de nutrition. Le Gouvernement a montré son engagement et paie les salaires et les coûts des services publics tel que prévu dans le plan de mise en œuvre. Toutefois, les décaissements restent un défi à relever. Les contributions financières sont faites par les donateurs pour certaines interventions spécifiques et certaines interventions contribuant à la nutrition.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Sierra Leone

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

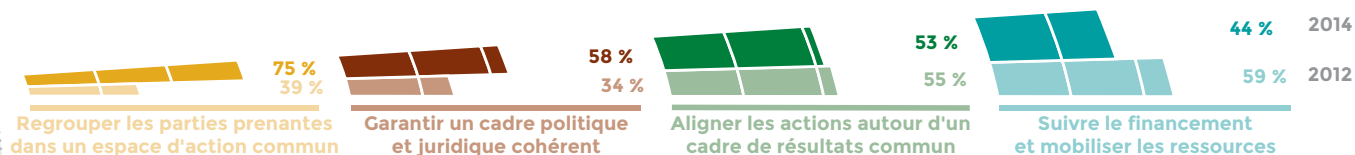
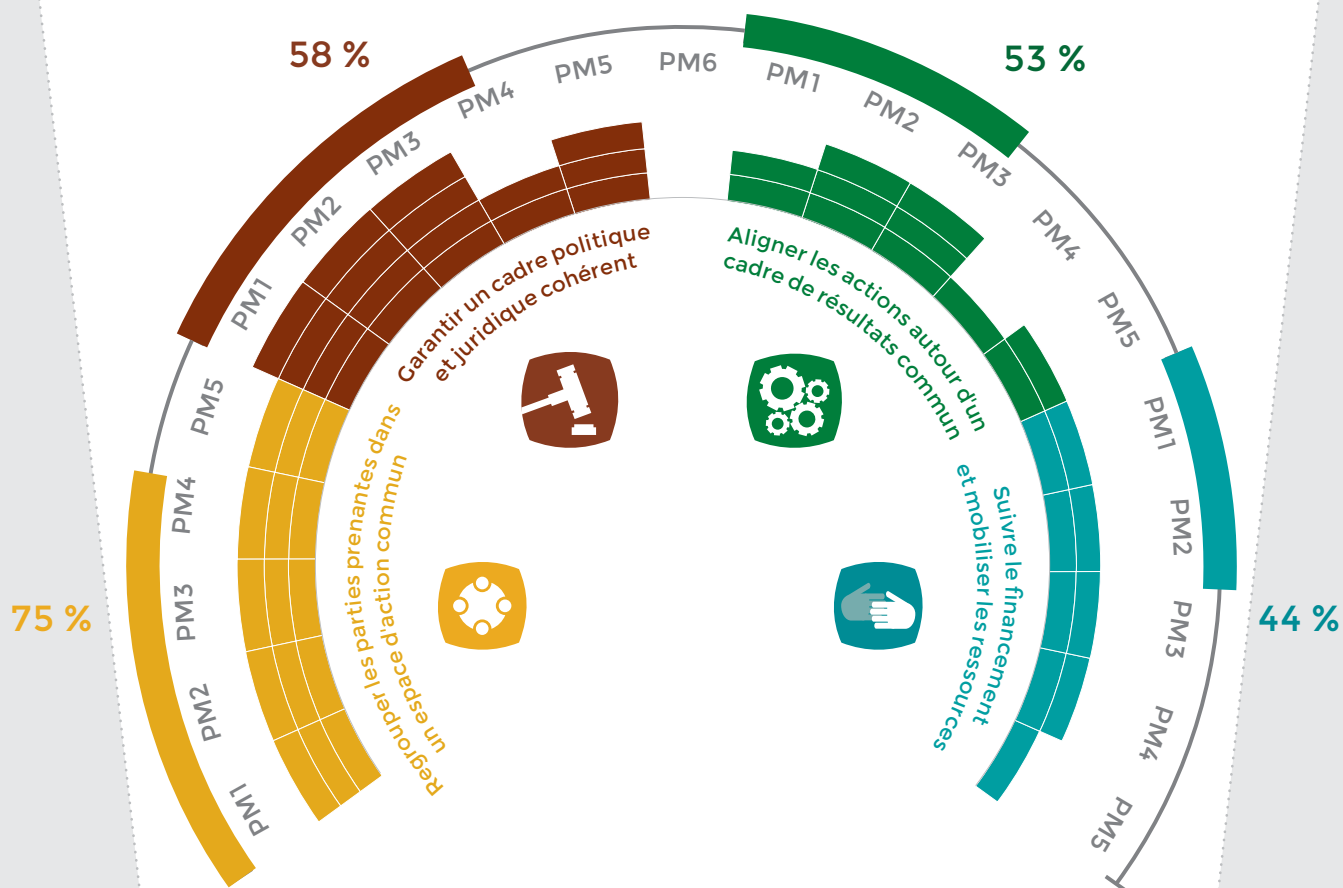


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

■ ■ ■
Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation